



Pour résister à la crise mondiale dans les pays en développement un plus grand investissement et une plus grande liquidité exemptes des conditionnalités sont nécessaires.

SEPTEMBRE 23, 2009 (PITTSBURGH, ETATS UNIS). Deux des principaux réseaux de la société civile avec siège dans le Sud, Social Watch et le Réseau du Tiers Monde, ont effectué un appel ensemble aux leaders du G-20 pour qu'ils compromettent un plus grand investissement social et d'assistance au développement et, de même, effectuent une restructuration plus exhaustive des institutions financières internationales (IFIs). Selon ces réseaux, qui représentent à des organisations de base dans plus de 70 pays, la façon plus efficace de mitiger les impacts sociaux radicaux de l'actuelle crise économique, ainsi que de prévoir de futurs effondrements, doit se faire à travers un compromis plus profond dans l'abordage des inégalités sociales et les asymétries dans les structures des IFIs.

Social Watch et le Réseau du Tiers Monde ont présenté ses recommandations des politiques le mercredi 23 septembre, au Renaissance Hôtel de Pittsburgh, avant le début du sommet du G-20.

Social Watch a présent les conclusions de son Rapport 2009, intitulé *D'abord les gens*, qui contient des informations des organisations de la société civile de 61 pays sur les impacts sociaux de la crise et des propositions de politiques concrètes de la société civile sur comment faire face à la crise de manière juste et efficace. Le rapport montre comment la réduction d'emplois, la chute dans les recettes des fonds de pension privés et la diminution dans les remises prépare une diminution dans le standard de vie de la population, tant dans les pays riches comme dans les pauvres, phénomène qui ne peut pas être retourné dans le court terme peu important les indicateurs positifs qui commencent à être enregistrés sur les marchés mondiaux.

« En Inde, le mi- million de travailleurs qu'ou ont déjà perdu leur emplois a cause de la crise est sous la pression sévère d'un système de sécurité sociale qui est déjà minimaliste », indique Amitabh Behar, co-coordonateur de Social Watch Inde. D'autre part, les rapports nationaux de *D'abord les gens* montrent comment les pays moins développés du monde, qui ne sont pas responsables ni ont participé dans la genèse de la crise, souffrent maintenant leurs pires effets, comme par exemple Tanzanie et Mozambique, qui risquent de perdre des ressources vitales d'assistance extérieure qui représentent respectivement le 42% et 50% de leurs budgets nationaux.

Les représentants de la société civile qu'ont apporté leurs contributions à *D'abord les gens* demandent expressément aux gouvernements à incorporer des critères transparence, rendement des comptes et inclusion dans la formulation de politiques en visant à dépasser les effets de la crise, tant au niveau national comme international. « L'intervention des gouvernements est un élément fondamental pour assurer qu'il y ait une récupération économique ; toutefois, on doit développer des mécanismes qui garantissent la transparence et aussi le monitorat des citoyens », a indiqué Tanya Dawkins de Global-Local Links Project et Social Watch Etats-Unis. Ceci est déjà particulièrement vrai par rapport au G-20 au G-8, qui sont des forums internationaux auto-sélectionnés et exempts de statuts légal, qui n'ont pas secrétariat ni un ensemble établi de réglementations qui dirigent leurs processus de prise de décisions.

Pour sa part, dans son rapport de politiques présenté le même jour et intitulé *Mapping the opportunities and challenges emerging from the UN un Conference on the Financial and Economic Crise* (Mapping des occasions et des défis émergents de la Conférence d'ONU sur la crise économique et financière), le Réseau du Tiers Monde (TWN) interroge la légitimité du G-20, ainsi que sa transparence, le système de rendement des comptes et contenu. Le TWN, un *think-tank* du Sud, explique que la principale stratégie du G-20 pour

augmenter la liquidité dans les pays qui souffrent les impacts de la crise est insuffisante et frustrée, et consiste à l'assignation de 1.1 milliards de dollars dans des ressources fraîches aux institutions de Bretton Woods du au fait que, en échange de ces ressources, on n'a pas exigé les substantielles réformes des politiques et gouvernance qui sont indispensables. Spécifiquement, les pays en développement et à basses recettes devraient être dans des conditions d'accéder à ces fonds sans devoir remplir des conditionnalités pro-cycliques (comme des coupures salariales pour les travailleurs du secteur public et la congélation des systèmes de pension), ce qui leur donnerait une marge plus grande pour promouvoir la demande interne.

TWN souligne que, contrairement aux derniers deux sommets du G20, la Conférence de Nations Unies sur la Crise Financière et Économique Mondiale qui a eu lieu en juin dernier a abordé la crise du développement dans l'actuelle crise financière. Le document résultant de la Conférence d'ONU, en plus de demander expressément d'augmenter l'espace de politiques pour les pays en développement qui sont gravement affectés par les mesures protectionnistes des pays riches, a souligné aussi la nécessité des contrôles de comptes de capital et aussi d'une assistance financière aux pays en développement qui n'est pas reliée aux caractères conditionnels économiques pro-cycliques que, afin d'accomplir les paiements de dette externe et garantir la confiance des investisseurs, ils exacerbent les récessions économiques et aggravent la pauvreté.

En outre, on devrait disposer d'un autre milliard de dollars pour les pays à basses recettes à travers des Droits Spéciaux d'Extraction et des nouveaux mécanismes qui ne produisent pas de dette, afin qu'ils puissent mettre en marche les paquets de stimulation dont ils ont tant besoin. On a besoin aussi de mesures qui prévoient la résurgence de la crise de dette qui a infesté beaucoup de ces pays, y compris des annulations totales ou partielles et des congélations immédiates de dette, et l'établissement d'un comité international d'évaluation et d'arbitrage de dette. Selon Bhumika Muchhala de TWN, « on doit effectuer des réformes significatives au cadre et aux principes des actuels mécanismes de renégociation de dette, afin que la crise ne pénalise pas doublement aux pays à basses recettes en les surchargeant avec des niveaux indéfendables de dette souveraine ».

FOR MORE INFORMATION, CONTACT:

JANA SILVERMAN, CAMPAIGNS AND COMMUNICATIONS COORDINATOR, SOCIAL WATCH

Tel: +598 2 902 0490

Email: jsilverman@item.org.uy

BHUMIKA MUCHHALA, POLICY ANALYST, THIRD WORLD NETWORK

Tel: 1 202 380 6230

Email: bhumika@thirdworldnetwork.net